

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron
Cité administrative – Bât A
19 rue de Ciron
Cedex 09
81013 Albi

Albi, le 14/04/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/04/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SAS CARRIERES DE CAMBOUNES

Route de Brassac
81260 Cambounès

Références : 81-CARMIN-2024-18
Code AIOT : 0006801381

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/04/2024 dans l'établissement SAS CARRIERES DE CAMBOUNES implanté Le Causse et Puech Piolo 81260 Cambounès. L'inspection a été annoncée le 27/02/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection est réalisée au titre du plan pluriannuel de contrôle (PPC).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAS CARRIERES DE CAMBOUNES
- Le Causse et Puech Piolo 81260 Cambounès
- Code AIOT : 0006801381

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'installation inspectée est une carrière de calcaire autorisée par arrêté préfectoral du 17 décembre 2019. Celle-ci est autorisée à extraire, sur une durée de 30 ans, 200 000 tonnes annuellement en moyenne.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Cote d'extraction	Arrêté Préfectoral du 17/12/2019, article CE 2-2	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
5	Accès au site	Arrêté Préfectoral du 17/12/2019, article SP 1	Demande d'action corrective	1 mois
6	Pollution accidentelle des eaux	Arrêté Préfectoral du 17/12/2019, article PP 2	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Plan d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 17/12/2019, article CE4	Sans objet
3	Conservation des haies	Arrêté Préfectoral du 17/12/2019, article ME 1	Sans objet
4	Suivi écologique	Arrêté Préfectoral du 17/12/2019, article ME 5	Sans objet
7	Bruits	Arrêté Préfectoral du 17/12/2019, article PP 8	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a décelé plusieurs non-conformités. La non-conformité majeure consiste en l'absence de séparateur d'hydrocarbures en relation avec l'aire étanche.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Cote d'extraction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/12/2019, article CE 2-2
Thème(s) : Risques accidentels, Extraction
Prescription contrôlée : La cote minimale d'extraction est fixée à 405m NGF.[...]Les hauteurs maximales des fronts sont :- de 10 mètres pour la partie basse jusqu'à une altitude inférieure à 457 m NGF ;- de 6 mètres pour la partie haute de la carrière, à partir de l'altitude de 475 m NGF.[...]
Constats :

<p>D'après le plan d'exploitation, la cote minimale est de 419 m NGF en eau. Les hauteurs de fronts sont inférieures à 6 mètres en partie supérieure du site (au-dessus de 457 m NGF) et 10 mètres en partie inférieure.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de déterminer la cote exacte du carreau (hors eau).</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1mois</p>

N° 2 : Plan d'exploitation

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/12/2019, article CE4</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Extraction</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant établit un plan de la carrière d'échelle adaptée à sa superficie. Sur ce plan sont reportés à minima :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres ; - les bords de fouille ; - les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs ; - les zones remises en état ; - la bande de 10 m à préserver à l'intérieur et en périphérie du périmètre autorisé ; - les pentes des pistes utilisées pour l'exploitation. <p>Ce plan est mis à jour au moins une fois par an.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le plan d'exploitation daté de 2024 comprend l'ensemble des éléments prescrits. Néanmoins, le périmètre d'autorisation ne prend pas en compte les parcelles concernées par l'extension de 2019.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de mettre à jour le plan prenant en compte l'extension de 2019.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Conservation des haies

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/12/2019, article ME 1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Paysage</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La mesure vise à conserver les haies existantes au Nord et à l'Est du site sur un linéaire d'environ 1100m (Cf.annexe 11). [...]</p>

Constats :
Les haies ne sont pas concernées par la zone d'extraction. Ainsi elles sont conservées.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
-
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Suivi écologique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/12/2019, article ME 5
Thème(s) : Risques chroniques, Biodiversité
Prescription contrôlée : [...] 1 inventaire est mené par un écologue, tous les 3 ans et au moins de juin. Le premier inventaire est réalisé au mois de juin 2021. Cet inventaire cible :- les oiseaux, les reptiles et les chiroptères ;- le maintien de la végétation propice à l'accueil de la faune et de la flore ;- le développement des espèces exotiques envahissantes. Dans l'année de l'intervention un compte-rendu est rédigé et adressé à la Préfecture du Tarn. Celui-ci dresse le résultats des investigations menées lors de la campagne et fait la comparaison avec le bilan initial. Chaque année, 1 inventaire spécifique visant le Grand-Duc d'Europe est mené par un écologue, en période de nidification de cette espèce. Cet inventaire est réalisé en lien étroit avec la LPO.[...]
Constats : L'exploitant a acquis la carrière courant 2022. Il n'y a pas trace du suivi écologique de juin 2021. L'exploitant indique avoir programmé un suivi écologique pour le mois de juin 2024. Le suivi du Grand Duc est réalisé annuellement (2021, 2022, 2023). A ce jour, il n'a pas été constaté sa présence en période de nidification. Aussi, l'exploitant effectuera le suivi sur le mois d'avril de cette année pour détecter d'éventuels juvéniles.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
-
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Accès au site

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/12/2019, article SP 1
Thème(s) : Risques accidentels, Biodiversité
Prescription contrôlée : [...] A l'entrée de la carrière, un passage sécurisé est mis en place pour les piétons souhaitant accéder au chemin de Puech Piolo. A cet effet, une séparation est dressée entre la zone piétonne aménagée et celle d'évolution des engins. Des panneaux signaleront cet aménagement.

Constats :
L'aménagement du passage sécurisé menant au sentier n'a pas été réalisé. L'exploitant dispose à ce jour des moyens pour le matérialiser. Le panneau en entrée est peu convaincant.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Il est demandé à l'exploitant de matérialiser le passage afin de garantir la sécurité des piétons empruntant le sentier.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1mois

N° 6 : Pollution accidentelle des eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/12/2019, article PP 2
Thème(s) : Risques chroniques, Pollution accidentelle
Prescription contrôlée : L'entretien et la maintenance des engins de chantier sont réalisés dans l'atelier situé à l'intérieur du périmètre de l'autorisation. Le ravitaillement des engins est réalisé au-dessus d'une aire étanche fixe qui permet la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels. Cette aire est munie d'un débourbeur/déshuileur. Un kit d'intervention, destiné à récupérer les terres souillées par une pollution accidentelle, est mis à disposition dans les engins. Il est complété par un stock de sable ou tout autre matériau absorbant destiné à absorber les liquides polluants.[...]
Constats : L'entretien et la maintenance est réalisé dans l'atelier au niveau de l'entrée de la carrière. L'exploitant dispose d'une aire étanche mais qui n'est pas reliée à un séparateur d'hydrocarbures. Les kits d'intervention ont été réceptionnés le jour-même de l'inspection. L'exploitant dispose d'un stock de terre de diatomée dans l'atelier. L'inspection constate également que la rétention de l'atelier est en mauvaise état, qu'un fût ouvert n'est pas sur rétention et que des fûts réceptionnant des déchets souillés ne sont pas identifiés.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant : <ul style="list-style-type: none"> - d'installer un séparateur d'hydrocarbures correctement dimensionné et relié à l'aire étanche ; - de confirmer les volumes de rétention de l'atelier mais également de la cuve d'hydrocarbures actuelle (dans l'attente du remplacement par une cuve enterrée comme prévue dans le porter-à-connaissance) ; - de réorganiser l'atelier (identification des fûts réceptionnant les déchets, reprise de la rétention, etc.)
Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 6mois

N° 7 : Bruits

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/12/2019, article PP 8
Thème(s) : Risques chroniques, Emissions sonores
Prescription contrôlée : [...]. Un contrôle des niveaux sonores, en limite de propriété et aux zones à émergence réglementées les plus proches de la carrière, est effectué aux frais de l'exploitant :- dans la première année de chaque phase (1 à 6) ;- chaque fois que l'inspection des installations classées en fera la demande.[...]
Constats : L'exploitant a procédé à une mesure des émissions sonores en 2023. Les limites admissibles sont conformes sur les 2 points identifiés en limite de propriétés et les émergences conformes sur les 5 points identifiés comme zones à émergence réglementées (ZER).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : -
Type de suites proposées : Sans suite